

REGLEMENT
DISPOSITIF DEPARTEMENTAL DE SOUTIEN AU BLOC COMMUNAL
A LA GENERALISATION DES EQUIPEMENTS INDIVIDUELS MOBILES (2022-2024)

PREAMBULE

Convaincu de la nécessité d'éduquer les élèves au numérique pour les responsabiliser face aux nouveaux enjeux de la société et pour les préparer aux métiers de demain, le Département a engagé, en 2015, un **Plan Numérique des Collèges** à destination des 116 collèges des Yvelines. Cette politique départementale, qui concerne près de 65 000 collégiens, est menée en étroite collaboration avec le Rectorat, la Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN), le réseau Canopé (opérateur de ressources pédagogiques du Ministère de l'Éducation Nationale) et la Délégation académique au numérique éducatif (Dane).

Les investissements engagés par le Département ont permis, dès la rentrée 2017, de **raccorder au réseau Très Haut Débit la totalité des collèges** qui disposent également tous d'un **Espace Numérique de Travail (ENT)**. Le déploiement d'**Équipements Individuels Mobiles (EIM)** a été engagé en 2015 dans 18 collèges dotant ainsi 11 000 collégiens et leurs enseignants de tablettes numériques. Les résultats positifs de ce pilote ont amené le Département à généraliser la mise à disposition d'équipements individuels mobiles auprès de l'ensemble des collégiens yvelinois à compter de la rentrée scolaire 2022.

Un EIM désigne à la fois la mise à disposition d'une tablette tactile mais également des ressources et services associés visant à fournir un environnement numérique complet et utilisable clé en main dans un contexte éducatif.

Pour des raisons de continuité pédagogique, le Département souhaite soutenir les communes et intercommunalités des Yvelines qui s'engagent également dans un projet numérique scolaire. Le CM1, CM2 et la 6^{ème} appartenant au même cycle d'apprentissage, il sera proposé de mettre à disposition des Equipements Individuels Mobiles à destination des élèves et enseignants de CM1 et CM2 des écoles élémentaires publiques. Le présent dispositif est composé de deux axes principaux :

- **le financement en investissement des travaux d'équipement numérique dits « prérequis techniques »,**
- **la mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles et des logiciels pour les élèves et les enseignants des classes de CM1 et CM2.**

ARTICLE 1 : OBJECTIFS DU DISPOSITIF

Pour assurer une continuité pédagogique et renforcer le lien école/collège, le Département propose de soutenir les communes et intercommunalités des Yvelines dans leur projet consistant à mettre en œuvre leur politique de développement du numérique scolaire. Ce soutien départemental doit en particulier les accompagner à **déployer des Equipements Individuels Mobiles (EIM) pour l'ensemble des classes de CM1 et CM2 des écoles publiques élémentaires au travers d'une aide financière et d'une mise à disposition des EIM gérée par l'opérateur interdépartemental Seine-et-Yvelines Numérique (SYN), dont les communes et intercommunalités adhèrent à la centrale d'achat.**

Le dispositif départemental de soutien à la généralisation des Equipements Individuels Mobiles vise à :

- accroître la solidarité territoriale en matière de politique éducative,
- agir en matière d'inclusion numérique et d'égalité des chances,

- garantir la continuité pédagogique entre l'école élémentaire et le collège et en particulier au sein du cycle 3 des apprentissages qui comprend les classes de CM1, CM2 et 6^{ème} (hors temps scolaire et en cas de crise),
- favoriser l'innovation dans le domaine des apprentissages et améliorer l'accompagnement de l'élève ainsi que les relations entre les parents et l'école.

Pour renforcer la cohérence territoriale du numérique scolaire et l'impact du projet communal ou intercommunal au regard de la continuité pédagogique, les EIM, ainsi que le socle logiciel qui en assure la supervision et la sécurisation, doivent être identiques à ceux fournis par le Département et son opérateur SYN dans les collèges des Yvelines. C'est dans ce cadre que les acteurs concernés confient le pilotage et le déploiement des EIM à l'opérateur interdépartemental SYN. L'opérateur étant par ailleurs en charge de la mise à disposition et du déploiement des EIM dans tous les collèges publics et privés sous contrat yvelinois, le présent dispositif permettra aux élèves de conserver leur tablette du CM1 à la 3^{ème} autant que cela est possible.

ARTICLE 2 : BENEFICIAIRES

Sont éligibles au présent dispositif **les communes des Yvelines pourvues au moins d'une école élémentaire publique.**

Sont également éligibles les intercommunalités des Yvelines (SIVU, SIVOM et EPCI) qui ont la compétence scolaire et disposent d'au moins une école élémentaire publique.

Les EIM sont mis à disposition des bénéficiaires, qui n'en sont pas propriétaires.

ARTICLE 3 : DUREE DU DISPOSITIF

Le présent dispositif est valable à compter du **1^{er} février 2022 jusqu'au 31 décembre 2024.**

Une commune ou une intercommunalité peut bénéficier du soutien du Département au titre de ce dispositif une seule fois durant la période 2022-2024.

Le dispositif pourra être renouvelé. Ce renouvellement sera effectif après une approbation en Assemblée départementale et sera aussi l'occasion de réaliser une évaluation.

Dans l'hypothèse où une commune ou une intercommunalité construirait une nouvelle école publique élémentaire ou une extension sur la période 2022-2024, elle pourra solliciter à nouveau une mise à disposition d'EIM autant que nécessaire afin de garantir la continuité pédagogique entre l'école et le collège.

ARTICLE 4 : CONDITIONS D'ELIGIBILITE AU DISPOSITIF

Pour être éligible, le projet du bénéficiaire doit comprendre la totalité des écoles élémentaires publiques du territoire communal ou intercommunal.

Le financement du Département au titre des travaux d'équipement numérique dits « prérequis techniques » implique systématiquement la mise à disposition d'EIM pour l'ensemble des élèves et des enseignants de CM1 et CM2 de toutes les écoles élémentaires publiques. Pour répondre à l'objectif de continuité pédagogique, les communes ou intercommunalités adhèrent à la centrale d'achat de l'opérateur SYN en charge du déploiement des EIM dans les écoles.

Un bénéficiaire souhaitant uniquement solliciter la mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles devra justifier au préalable de la conformité des prérequis techniques des installations de la ou des écoles concernées par le projet.

Les écoles élémentaires privées sous contrat ne sont pas éligibles au présent dispositif.

ARTICLE 5 : ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES

Le bénéficiaire s'engage à :

- mener une concertation avec les services instructeurs du Conseil départemental préalablement au dépôt de dossier ;
- conventionner avec l'opérateur interdépartemental Seine-et-Yvelines Numérique pour adhérer à la centrale d'achat de ce dernier (préalablement au déploiement des EIM, en vue de leur maintenance);
- réaliser les travaux nécessaires en cas d'installation des prérequis techniques non conforme ;
- accepter et faciliter la mise à disposition des EIM selon les termes de la convention ;
- maintenir la destination initiale des équipements mis à disposition pour les élèves des classes des CM1 et CM2 ;
- financer et faciliter le service de maintenance réalisé par SYN permettant de réparer les tablettes, de gérer la flotte à distance, d'intervenir en cas d'incidents durant la mise à disposition des EIM auprès des élèves et des enseignants des classes de CM1 et CM2 ;
- organiser les conditions de mise à disposition des EIM auprès de chaque élève et enseignant de CM1 et CM2 (convention de prêt), ces EIM les accompagnant à l'école et au domicile ;
- fournir un débit internet minimum de 20 Mb/s dans chaque école concernée ;
- mentionner le soutien du Département en :
 - appliquant le logo départemental, selon la charte graphique, et la mention « avec le soutien du Conseil départemental des Yvelines » sur chaque EIM financé par le Département ainsi que sur tous les supports de communication en lien avec l'opération concernée ;
 - associant un conseiller départemental et le service communication du Département dans les opérations de communication institutionnelles (ex : 1^{ère} remise de tablettes) ;
 - transmettant des photographies ou d'éventuels documents de communication ou de presse réalisés à l'occasion de cette action aux services du Département.

ARTICLE 6 : OPERATIONS ELIGIBLES

Réalisation des travaux de prérequis techniques

Sont éligibles les dépenses d'investissement relatives à l'équipement des prérequis techniques au déploiement des EIM dans les écoles élémentaires publiques, soit :

- les études de couverture Wifi et l'ingénierie du projet,
- les travaux d'installation des bornes Wifi, câblage et configuration des équipements,
- l'achat des équipements et licences (bornes wifi, switches, licences logiciels de gestion de l'infrastructure wifi, ...),
- l'audit de l'infrastructure assurant la conformité des prérequis techniques au déploiement.

Ne sont pas éligibles :

- l'installation du routeur internet,
- les frais de mise en service du raccordement à internet,
- l'abonnement internet par école,
- le câblage électrique et les prises électriques non nécessaires à l'installation des bornes wifi.

Dans le cas d'un bénéficiaire ayant plusieurs écoles élémentaires publiques, il devra mener les travaux de prérequis techniques dans l'ensemble des écoles du territoire communal ou intercommunal avant un premier déploiement des EIM.

Préalablement à la réalisation de ces travaux, le bénéficiaire devra s'assurer que le débit internet est suffisant conformément aux engagements de l'article 5.

Mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles

Le Département prend à sa charge le financement des dépenses d'investissement des EIM qui recouvre la fourniture :

- d'une tablette tactile identique à celle mise à disposition en collège ;
- d'une coque ;
- d'un chargeur ;
- les licences des logiciels de sécurisation et de pilotage à distance des EIM

Tous autres équipements ou services sont exclus.

Préalablement à la mise à disposition d'EIM, le bénéficiaire devra attester de la conformité de l'ensemble des locaux scolaires pour déployer des EIM pour tous les élèves et enseignants de CM1 et CM2.

Le calendrier et les modalités de déploiement des EIM sont déterminés par SYN.

Afin de maintenir les EIM en conditions opérationnelles durant les années de CM1 et CM2 pour tous les élèves et leurs enseignants, la mise en place d'un service de maintenance des équipements est inhérente au déploiement conformément à l'article 5.

Ce service de maintenance constitue une dépense de fonctionnement qui reste à la charge de la commune ou de l'intercommunalité qui souhaite développer son projet communal ou intercommunal. Cette maintenance est réalisée par SYN au profit des communes et intercommunalités dans le cadre de l'adhésion de ces derniers à la centrale d'achat de l'opérateur, dont les modalités d'intervention sont fixées dans le cadre d'une convention.

La maintenance de l'infrastructure réseau reste à la charge de la commune qui la confie au prestataire de son choix.

ARTICLE 7 : MODALITES DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE PREREQUIS TECHNIQUES

Le plafond des dépenses éligibles est fixé à 35 000 € HT maximum, en investissement et par école.

Le taux de financement applicable à ces dépenses d'investissement est fixé comme suit :

- Ecole située dans une commune ou intercommunalité de moins de 15 000 habitants : 70%,
- Ecole située dans une commune ou intercommunalité de plus de 15 000 à 40 000 habitants : 50%
- Ecole située dans une commune ou intercommunalité de plus de 40 000 habitants : 30%
- Ecole située dans un Quartier en Politique de la Ville (QPV) ou classée en Réseau d'Education Prioritaire (REP/REP+) : 70% (quelle que soit la taille de la commune ou intercommunalité)

Bénéficiaire	Travaux de prérequis					
	par école			Soutien prioritaire par école située en QPV, REP, REP+		
	Taux	Plafond de la dépense subvention- nable	Subven- tion max	Taux	Plafond de la dépense subventionn- able	Subven- tion max
Commune de moins de 15 000 habitants (soutien prioritaire)	70%	35 000 € HT	24 500 € HT	70%	35 000 € HT	24 500 € HT
Commune de 15 000 à 40 000 habitants	50%		17 500 € HT			
Commune de plus de 40 000 habitants	30%		10 500 € HT			

Le calcul de la subvention pour les intercommunalités éligibles est défini en fonction de la population des communes concernées par le dispositif. Il ne dépend pas automatiquement de la population totale de l'intercommunalité.

Si la dépense réelle subventionnable est inférieure au plafond défini ci-dessous, le montant de la subvention est calculé sur la base de cette dépense.

Les modalités financières du versement de la subvention départementale sont fixées dans le cadre d'une convention tripartite entre la commune ou l'intercommunalité, l'opérateur interdépartemental SYN, auquel la commune ou l'intercommunalité est adhérent de la centrale d'achat, et le Département.

ARTICLE 8 : PROCEDURE DE CONCERTATION ET D'INSTRUCTION

L'élaboration du dossier de demande de subvention se fait dans le cadre d'une concertation avec les services du Département. La concertation a pour objectif de valider le projet de la collectivité incluant le financement des travaux de prérequis techniques, la mise à disposition et le déploiement des EIM. Après la concertation, le bénéficiaire dépose un seul dossier de demande de subvention pour l'ensemble des trois financements du présent dispositif. Ce dossier est déposé en format dématérialisé.

Les pièces à fournir pour le dépôt du dossier sont les suivantes :

- une délibération de l'organe délibérant (conseil municipal, syndical ou intercommunal) ;
- une note de présentation du projet numérique scolaire de la commune ou de l'intercommunalité (projet pédagogique, écoles concernées, nombre de classes, nombre d'élèves, etc.) avec un détail des travaux à réaliser, descriptif des matériels à acquérir, le coût détaillé du projet, le calendrier des travaux et des acquisitions (formulaire standard en ligne),
- une note de présentation des coûts de la maintenance (exclus du dispositif),
- un plan de situation localisant les écoles élémentaires concernées par le projet de déploiement numérique et leur rattachement (commune, intercommunalité ...) ;
- le budget prévisionnel détaillé de l'opération (cf. modèle en ligne sur le site du Département) indiquant le plan de financement HT/TTC (financeurs et apports à l'opération)
- le(s) devis des travaux et/ou prestations HT/TTC
- une attestation de débit internet (facture(s) du FAI précisant le débit souscrit pour chaque école concernée, et capture d'écran du test de débit réellement fourni, réalisé depuis un poste situé au sein de chaque école concernée) ;
- tout autre document nécessaire à l'instruction du dossier.

L'instruction du dossier est engagée lorsque celui-ci est réputé complet.

A l'issue de l'instruction, la demande de subvention et de mise à disposition des EIM est présentée au vote de l'Assemblée Départementale.

ARTICLE 9 : DELAI DE REALISATION DU PROJET DE DEPLOIEMENT

Réalisation des travaux de prérequis techniques

A compter de la signature de la convention, le bénéficiaire dispose d'un délai de 18 mois pour démarrer les travaux de prérequis techniques financés.

A compter de la date de démarrage des travaux, le bénéficiaire dispose de deux ans pour les achever et demander le solde de l'opération.

Au-delà de ce délai, l'opération est caduque.

A titre exceptionnel, le bénéficiaire peut demander une seule prorogation d'un an soit de la date limite de démarrage des travaux, soit de la date d'achèvement des travaux. Ces demandes sont adressées par courrier au Président du Conseil départemental et doivent être justifiées. Sans réponse du Conseil départemental dans un délai de deux mois à partir de la réception par le Département, la réponse est réputée favorable et la prorogation d'un an accordée. Cette demande sera transmise au format dématérialisé.

Mise à disposition des Equipements Individuels Mobiles

Le délai de mise à disposition et de déploiement des EIM sera fonction des dates de réalisation des travaux. Il sera fixé dans la convention signée entre le bénéficiaire, le Département et Seine et Yvelines Numérique.

ARTICLE 10 : MODALITES DE VERSEMENT DES SUBVENTIONS POUR LA REALISATION DES TRAVAUX DE PREREQUIS TECHNIQUES

La subvention départementale est versée uniquement au bénéficiaire de la subvention, soit la commune soit l'intercommunalité. L'ensemble des pièces demandées pour les versements de subventions est transmis en format dématérialisé.

Le versement de la subvention est effectué au bénéficiaire en une seule fois à l'achèvement des travaux (quelle que soit la taille de la commune ou intercommunalité).

Le bénéficiaire pourra percevoir la subvention en deux fois maximum sur demande motivée transmise à la direction référente du Conseil départemental dans les délais prévus à l'article 9.

Conformément à la réglementation en vigueur et en particulier le décret n°2016-33 du 20 janvier 2016 modifiant le code général des collectivités territoriales, pour valider le versement des subventions le bénéficiaire doit produire les pièces suivantes :

- une copie de la délibération du Conseil départemental attribuant la subvention,
- la convention signée et datée,
- un RIB,
- un décompte annuel portant justification des sommes versées.

Par ailleurs, le bénéficiaire doit adresser au Conseil départemental les pièces complémentaires ayant vocation à contrôler la conformité de la réalisation des opérations avec le dossier de demande de subvention initial. Ces pièces ne sont pas transmises à la paierie :

- une attestation de conformité des travaux achevés avec le cahier des charges est fournie en annexe de la convention qui encadrera le financement entre le Département et le bénéficiaire. Un modèle d'attestation sera fourni en ligne et devra être complété par le prestataire réalisant le diagnostic de fin de travaux prévus dans le budget.

Dans l'hypothèse où le bénéficiaire ne réalise pas ou ne poursuit pas le projet d'acquisition et de déploiement des Equipements Individuels Mobiles pour la totalité des élèves de CM1 et CM2 des écoles élémentaires publiques du territoire communal ou intercommunal, la subvention allouée au titre des travaux de prérequis techniques est reversée dans son intégralité au Conseil départemental.

Dans ce cas, le bénéficiaire a deux ans à compter de l'achèvement des travaux de la dernière école élémentaire mise aux normes pour reverser la subvention dans son intégralité au Conseil départemental.

Dans le cas de communes ou intercommunalités n'ayant pas la nécessité de réaliser les travaux de prérequis, ces dernières doivent malgré tout réaliser un audit de l'infrastructure et fournir l'attestation de conformité citée ci-dessus pour bénéficier de la mise à disposition des EIM.

ARTICLE 11 : MODIFICATION DU PROJET DE DEPLOIEMENT

Le dispositif est créé pour soutenir la politique du numérique scolaire déterminée par les communes ou intercommunalités et permettre la réalisation d'un projet spécifique de déploiement d'Equipements Individuels Mobiles sur un temps donné. Les projets pour lesquels une subvention dans le cadre de travaux et une mise à disposition d'EIM sont accordés ne peuvent être modifiés d'une quelconque manière.

Une diminution du montant des travaux entraîne, si la dépense subventionnable est inférieure au plafond défini à l'article 7, une réduction de la subvention.

La subvention sera annulée, la somme versée sera remboursée et la mise à disposition suspendue dans les cas suivants :

- renonciation par le bénéficiaire au projet partiellement ou totalement ;
- non-respect des conditions d'éligibilité et des engagements fixés respectivement aux articles 4 et 5 ;
- non-respect des critères fixés à l'article 6 quant à la réalisation des travaux de prérequis techniques ;
- utilisation des EIM par des élèves ou des enseignants d'autres classes identifiées par le projet, par le personnel communal ou tout autre utilisateur (associations, bibliothèque, etc.).

ARTICLE 12 : CONTROLES ET RESTITUTION DE LA SUBVENTION

Le Département pourra exercer un contrôle technique et financier, sur pièces et sur place de la réalisation du projet communal à la suite de l'adhésion de la commune ou de l'intercommunalité et pourra dans ce cadre exiger la production de pièce justificative. Le Département dispose d'un droit d'accès à l'ensemble des pièces du dossier de demande de subvention, de demande de versement et mise à disposition au titre du dispositif de soutien au bloc communal pour la généralisation des Equipements Individuels Mobiles.

En cas de constat d'anomalie à la suite d'un contrôle, une déchéance partielle ou totale du financement du Département est appliquée à l'encontre de la commune ou intercommunalité bénéficiaire.

ARTICLE 13 : EVALUATION

Le dispositif de soutien au bloc communal pour la généralisation des Equipements Individuels Mobiles étant nouveau ; et pour accompagner au mieux les communes dans leur projet numérique scolaire, il convient de mesurer l'impact des projets aidés autour de 3 critères d'évaluation qui sont :

- critère 1 : taux d'équipement des élèves et enseignants concernés à l'échelle des Yvelines
- critère 2 : taux de satisfaction des parents d'élèves équipés
- critère 3 : taux de satisfaction des enseignants équipés

Le bénéficiaire transmettra, trois ans et six ans après le déploiement complet des Equipements Individuels Mobiles un bilan du projet (cf. modèle en ligne sur le site du Département) aux services du Département. Ces bilans permettront de mesurer l'impact et la pertinence de cette politique publique départementale ainsi que sa cohérence avec le déploiement du numérique dans les collèges yvelinois.

Le bénéficiaire s'engage à participer à l'évaluation pluriannuelle qui sera conduite par le Département et l'opérateur interdépartemental SYN.